

APPEL INTERNATIONAL

TOUS ENSEMBLE POUR UN TRAITE CLIMATIQUE JUSTE ET EFFICACE

Citoyennes et citoyens de la planète Terre, nous appelons nos semblables de tous les pays et de tous les continents à une mobilisation commune pour sauver notre climat dans la justice sociale.

La conscience des dangers des changements climatiques a considérablement progressé ces dernières années, en particulier dans certains pays, tant au Nord qu'au Sud. Mais aucune des propositions officielles lancées à ce jour en vue de la conférence de Copenhague en décembre 2009 n'est à la hauteur des conclusions à tirer du quatrième rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC).

La lutte contre les changements climatiques doit être à la fois socialement juste et écologiquement efficace.

La justice implique de respecter le principe des responsabilités communes mais différenciées, entre pays développés et pays en développement mais aussi au sein de ces pays. Le Nord est redevable au Sud d'une dette écologique et climatique. Il doit s'en acquitter, conformément au principe pollueur payeur.

L'efficacité implique de mettre tout en œuvre prioritairement pour que le réchauffement soit maintenu au-dessous de 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, ou qu'il reste le moins longtemps possible au-dessus de ce niveau..

Selon le quatrième rapport d'évaluation du GIEC, satisfaire à la fois les conditions de justice sociale et d'efficacité environnementale nécessite que soient adoptés les objectifs suivants :

- les pays développés doivent réduire leurs émissions de 25 à 40% d'ici 2020 et de 80 à 95% d'ici 2050, par rapport à 1990 ;
- la courbe des émissions des pays en développement doit « dévier substantiellement » par rapport au scénario de référence dans toutes les régions en 2050 et dans la plupart des régions (sauf l'Afrique) dès 2020 ;
- le pic des émissions mondiales doit intervenir d'ici 2015 et les émissions globales doivent diminuer de 50 à 85% d'ici 2050, par rapport à 2000.

La « feuille de route » adoptée à Bali (décembre 2007) se réfère de façon précise aux pages des rapports du GIEC où ces objectifs sont mentionnés. Or, que constatons-nous depuis lors?

Lors de son sommet de Toyako au Japon (2008), le Groupe des huit pays les plus industrialisés s'est prononcé pour une réduction globale des émissions de 50% en 2050, sans autre précision, ni quant aux responsabilités différenciées du Nord et du Sud, ni quant aux objectifs de 2020.

Le « paquet énergie-climat » adopté par l'Union Européenne en décembre 2008 mise sur une réduction d'émission de 20% (30% en cas d'accord international avec effort équivalent des autres pays développés et participation significative des grands pays en développement). Cet objectif est d'autant moins satisfaisant qu'une partie substantielle de l'effort peut être remplacée par des achats de crédits de carbone (« droits de polluer ») dans les pays en développement.

Le plan énergie-climat proposé par Barack Obama durant la campagne présidentielle s'engageait à réduire de 80% des émissions des Etats-Unis en 2050. Toutefois, d'ici 2020, selon ce plan, les USA n'auront même pas atteint l'objectif très modeste qui leur était assigné par le Protocole de Kyoto.

Nous tirons la sonnette d'alarme face au danger d'un accord insuffisant écologiquement et injuste socialement.

Nous tirons la sonnette d'alarme face au danger d'une fuite en avant dans la mise en œuvre massive de technologies qui mettent en danger la survie physique de millions d'êtres humains, telles que l'énergie nucléaire et les agrocarburants.

Le principe de précaution doit impérativement être respecté. Il est inacceptable que des intérêts économiques et des préoccupations de rentabilité financière à court terme l'emportent sur les besoins fondamentaux du genre humain à court, moyen et long terme.

Les gaspillages résultant d'une mauvaise utilisation de l'énergie, ainsi que les productions nuisibles ou inutiles, représentent un énorme réservoir de réduction des émissions, surtout dans les pays développés.

Les ressources énergétiques renouvelables existent qui permettent de satisfaire sereinement les besoins réels de toutes et tous, aujourd'hui et demain. Les savoirs permettant de les exploiter existent également.

Les sommes colossales investies dans le sauvetage du système bancaire montrent que les moyens financiers ne font pas défaut. Nous demandons qu'ils soient mobilisés massivement et sous contrôle démocratique afin de sauver notre climat et de venir en aide généreusement aux populations qui souffrent déjà de sa perturbation.

Les changements climatiques nous confrontent aux limites de la Terre. Il n'y a tout simplement pas d'autre choix acceptable que de les respecter dans la justice et l'égalité des droits.

Soit nous redistribuons les richesses et partageons les ressources naturelles (comme l'eau) et les savoirs, car ce sont des biens communs de l'humanité. Soit le chaos climatique viendra exacerber partout violences, guerres et injustices sociales, au détriment des pauvres du monde entier, notamment des femmes et des enfants. Ce choix de civilisation est entre nos mains.

A l'occasion du sommet de Copenhague, en décembre 2009, nous appelons toutes et tous, partout, à mettre les gouvernements du monde entier sous la pression d'une mobilisation de masse démocratique et pacifique. Tous ensemble, exigeons un traité climatique efficace et juste, conforme aux conclusions à tirer du quatrième rapport du GIEC.

Cet appel est lancé à l'initiative de Jean-Marie HARRIBEY, François HOUTART, Riccardo PETRELLA et Daniel TANURO

NOM :

Prénom :

Pays :

Qualité :

e-mail :

Les signataires n'engagent qu'eux-mêmes. La mention de leur qualité a pour seul but de faciliter leur identification sociale.

Pour signer cet appel et pour tout contact :
climatejusticeappeal@gmail.com